

## COMMUNIQUE DE PRESSE – Paris, 02 septembre 2015

### Attentat politique contre VAINCRE L'AUTISME : l'association appelle à une solidarité nationale contre la vengeance de l'Etat

#### POUR COMPRENDRE LA SITUATION

Le 15 juillet dernier, l'État français est condamné dans ses carences pour la prise en charge des enfants autistes. Le 16 juillet, au lendemain de cette condamnation, comme pour se venger de VAINCRE L'AUTISME, il décide de couper le financement des alternatives qu'elle met en place pour les enfants autistes : les écoles FuturoSchool.

Non seulement cela coupe court à l'innovation et aux alternatives portées par VAINCRE L'AUTISME depuis plus de quinze ans, mais aussi au développement de la prise en charge éducative pour les personnes autistes, ce qui anéanti tout espoir pour les familles.

Touchés mais pas coulés, les FuturoSchool et les enfants qui y sont pris en charge ainsi que l'association VAINCRE L'AUTISME et son combat sont mis à mal et risquent de disparaître. Dans cette situation d'urgence, VAINCRE L'AUTISME appelle à la solidarité nationale pour sauver les enfants, pour se défendre, pour dénoncer cet attentat politique et lance vendredi 4 septembre une campagne de collecte urgente intitulée :

**« MOI, PRESIDENT, JE FERMERAI LES FUTUROSCHOOLS »**

#### DES ACTIONS DE DEFENSE LEGITIMES DE VAINCRE L'AUTISME

N'ayant pas été entendue sur le développement des prises en charge éducatives adaptées et innovantes, ainsi que sur la scolarisation effective des enfants autistes dans le 3ème Plan Autisme, VAINCRE L'AUTISME a quitté le Comité National Autisme et a engagé un recours devant le Conseil d'État contre la circulaire d'application de ce plan. VAINCRE L'AUTISME a porté une réclamation collective avec l'AEH (Association Européenne des Handicapés) devant le Conseil de l'Europe. Ce dernier a condamné l'État français le 14 février 2014.

Devant le manque de considération par le gouvernement de cette condamnation, au désespoir des familles, VAINCRE L'AUTISME a entamé une plainte, avec les familles, contre l'État devant le Tribunal Administratif de Paris le 2 septembre 2014 ce qui a abouti à sa condamnation pour ses carences de prises en charge le 15 juillet 2015.

Une centaine de famille a intégré cette plainte...

#### DES ACTIONS DE REPRESAILLES DE L'ETAT

Mécontent de toutes ces actions, en parallèle, l'État a commandité l'IGAS (Inspection Générale de l'Action Sociale) en novembre 2013 pour un contrôle et a publié son rapport (qui n'est ni juste, ni modéré, ni neutre) le 2 septembre, jour de dépôt de la plainte des familles contre l'État, ce qui n'est pas un hasard de calendrier.

Par le biais de ses ARS (Agence Régionale de Santé) Midi-Pyrénées et Île-de-France, l'État a transformé les recommandations de l'IGAS en injonctions et a commandité des contrôles surprises simultanés des deux ARS en novembre 2014.

L'ensemble de ces actes, violents et épuisants pour l'association (rapports et contre-rapports), a porté atteinte à l'intégrité de VAINCRE L'AUTISME et a généré des crises dont les conséquences économiques ont été sévères sur le personnel des structures, du siège, sur les partenaires, et sur les familles.

Malgré le choc des conséquences psychologiques sur les dirigeants, salariés et familles, le départ de la majorité du personnel, l'association a tenté de se relever et a reconstruit les équipes pour maintenir sa qualité de prise en charge.

#### LE COUP DE GRÂCE OU LE PARADOXE DE L'ATTENTAT POLITIQUE

**Le coup de grâce de cet attentat politique est porté avec la décision du 16 juillet, en pleine période estivale, au lendemain de la condamnation de l'État, par l'ARS Midi-Pyrénées, reçue le 21 juillet pour un arrêt de financement le 31 juillet pour FuturoSchool Toulouse.**

Cette stratégie mise en place par l'ARS Midi-Pyrénées, commanditée par l'État, est programmée pour ne laisser aucune chance à VAINCRE L'AUTISME de gérer ni la continuité, ni la fermeture de FuturoSchool Toulouse, ni même le licenciement de ses salariés alors qu'il n'y a aucun problème de fonctionnement, d'hygiène ou de sécurité. **Au contraire, cette prise en charge est une des plus performantes qui existe sur le territoire. Ce paradoxe est d'autant plus criminel dans le sens où l'État a besoin de ces innovations pour assurer ses obligations dans la prise en charge et le traitement de l'autisme.** Un cout/efficience plus économique que ses IME, ses hôpitaux psychiatriques et ses structures médico-sociales.

Les parents sont pris en otage pour accepter des prises en charge qu'ils n'ont ni demandées ni souhaitées et qui n'ont rien à voir avec la qualité de prise en charge des FuturoSchool. Les salariés sont mis devant un fait accompli qui met en cause leur situation sociale et économique, voire familiale. Cette décision est d'autant plus grave car elle tente de couler VAINCRE L'AUTISME qui n'est pas sans conséquences sur les enfants, familles, salariés de l'association et sur la cause qu'elle défend.

#### **LA RESPONSABILITE DE L'ELYSEE ET DE MATIGNON EST ENGAGEE**

En effet, VAINCRE L'AUTISME est traité avec discrimination par les Ministères de l'État responsables dont aucun n'a voulu recevoir ni étudier la situation. Pire, ils ont tout fait pour isoler l'association et la « black lister ». Cela va jusqu'à l'Élysée et Matignon dont les Représentants (Conseillers du Président de la République et du Premier Ministre) ont reçu toutes les associations d'autisme en trois groupes en excluant VAINCRE L'AUTISME. Pourtant ces deux Institutions, au sommet de l'État, avant l'arrivée de ce gouvernement ont toujours été en parfaite communication avec l'association. En effet, la résolution du problème du financement de l'éducation des personnes autistes dépend de la compétence du Premier Ministre. Le Président de la République est responsable et garant de la liberté d'action citoyenne des associations et de l'accès aux meilleurs traitements et à la meilleure éducation pour les enfants autistes.

**« MOI, PRESIDENT, JE FERMERAI LES FUTUROSCHOOLS »**

**est la campagne que lance VAINCRE L'AUTISME, en situation d'urgence, vendredi 4 septembre comme appel à la solidarité nationale pour sortir de cette crise et faire perdurer son combat et ses projets.**

**M'Hammed SAJIDI  
Président**